

**Commune de Bohars
Mairie
11, rue Prosper Salaun
29820 BOHARS**

Marché de travaux

**Travaux de réfection d'un grand dôme de la halle
des sports du Kreisker à Bohars.**

**Cahier des Clauses Administratives Particulières
C.C.A.P**

**Date et heure limites de réception des offres : lundi 27 juin 2016 à
12h00**

visite obligatoire SUR RENDEZ VOUS

Sommaire

Article 1	OBJET et FORME DU MARCHE
Article 2	DEFINITIONS
Article 3	DOMICILE DU TITULAIRE
Article 4	DOCUMENTS CONTRACTUELS/ORDRE DE PRIORITE
Article 5	DUREE DU MARCHE ET DELAI D'EXECUTION
Article 6	RETARD DANS L'EXECUTION DES TRAVAUX/ PENALITES
Article 7	PRIX/VARIATION DES PRIX
Article 8	GARANTIE CONTRE LES TIERS
Article 9	ASSURANCES
Article 10	RETENUE DE GARANTIE
Article 11	AVANCE / ACOMPTE
Article 12	MODALITES DE REGLEMENT/PAIEMENT
Article 13	SOUS TRAITANTS
Article 14	NANTISSEMENT/CESSION DE CREANCE
Article 15	CONFIDENTIALITE
Article 16	RESILIATION
Article 17	DIFFERENDS
Article 19	DEROGATIONS

Article 1. OBJET ET FORME DU MARCHÉ

1.1 OBJET

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) sont relatives aux prestations suivantes :
Travaux de réfection d'un grand dôme de la halle des sports du Kreisker à Bohars.

1.2 FORME DU MARCHÉ

Le présent marché, passé en procédure adaptée est soumis aux dispositions de l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, article 27.

Article 2. DEFINITIONS

L'organisme contractant est la commune de Bohars, maître d'ouvrage de l'opération.

Le titulaire est l'opérateur économique déclaré attributaire du marché.

Le pouvoir adjudicateur du marché est soit le représentant légal de l'organisme contractant, soit la personne physique qu'il a désigné pour la représenter dans l'exécution du marché.

Article 3. DOMICILE DU TITULAIRE

A défaut d'indication dans l'Acte d'Engagement du domicile élu par le titulaire, les notifications se rapportant au présent marché seront valablement faites à la Mairie de Bohars, jusqu'à ce que le titulaire ait fait connaître à la personne responsable du marché, l'adresse du domicile qu'il aura élu.

Article 4. DOCUMENTS CONTRACTUELS / ORDRE DE PRIORITE

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement (AE) original du marché et son annexe ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- Le cahier des clauses techniques particulières et ses annexes (CCTP),
- Le CCAG-TVX, cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (arrêté du 8 septembre 2009 portant approbation du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés public de travaux) qui bien que non joint, est réputé connu du ou des titulaires.
- L'offre technique et financière du candidat

En cas de contestation ou de différences entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent les unes contre les autres suivant l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

Article 5. DUREE DU MARCHÉ ET DELAI D'EXECUTION

Le présent marché prend effet à compter de sa notification au titulaire et est en vigueur pour la durée nécessaire à la réalisation des travaux sans pouvoir dépasser la durée prévue à l'article B5 de l'acte d'engagement.

Suite à la réunion de démarrage, le maître d'ouvrage notifie au titulaire un ordre de service de commencement d'exécution des travaux.

Article 6 RETARD DANS L'EXECUTION DES TRAVAUX/PENALITES

Par dérogation à l'article 20 du CCAG-TVX, le titulaire sera passible de pénalités dans les conditions définies ci-après.

Les dispositions de l'article 20.4 ne sont pas applicables. Par dérogation à l'article 20.1.4, les pénalités ne sont pas révisables.

- Pénalités pour absence aux réunions : 100 euros par absence
- Manquements mineurs aux obligations de sécurité du chantier : 200 euros par constat d'évènement
- Manquements majeurs aux obligations de sécurité du chantier : 500 euros par constat d'évènement

Les éventuelles pénalités sont appliquées sur simple constat d'évènement par la Commune de Bohars sans mise en demeure préalable du titulaire, par imputation d'une réfaction sur la demande de paiement à laquelle elles se rapportent.

Nb : les manquements majeurs aux obligations de sécurité recouvrent tout événement qui a pour effet de mettre en danger la sécurité des personnes physiques présentes sur le site (personnel du titulaire et/ou du MOA ou tiers au contrat) ainsi que les violations des procédures et modes opératoires

Article 7 PRIX

Les prix sont fermes et actualisables selon les dispositions des articles 10.4.2 et 10.4.3 du CCAG-travaux.

7.1 Prix global et forfaitaire

Le présent marché comporte un prix forfaitaire qui rémunère le titulaire pour l'ensemble des travaux.

7.2 Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre de manière générales toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les travaux, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des travaux, les marges pour risque et les marges bénéficiaires. Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des travaux, sont à la charge du titulaire.

Article 8 GARANTIE CONTRE LES TIERS

Le titulaire s'engage sans aucune réserve à garantir l'organisme contractant contre toutes revendications, saisies, poursuites ou autres actions judiciaires qui pourraient être intentées pour tout préjudice relatif aux travaux couverts par le présent marché.

Article 9 ASSURANCES

Le titulaire s'engage à souscrire toutes assurances nécessaires pour couvrir de manière suffisante, par une ou plusieurs compagnies notoirement solvables, la

responsabilité qu'il peut encourir soit de son fait, soit du fait des personnes travaillant sous ses ordres, à l'occasion de l'occupation des locaux et de l'utilisation des installations et du matériel mis à sa disposition, ainsi qu'à l'occasion des actes de toute nature accomplis dans l'exercice de son activité ou de celle de ses préposés.

Le titulaire s'engage à payer régulièrement les primes correspondantes et à justifier de la régularité de sa situation à toute demande de l'organisme contractant, par la présentation des polices ou quittances correspondantes.

Article 10 RETENUE DE GARANTIE

Sans objet, compte tenu du montant prévisionnel du marché.

Article 11 AVANCE / ACOMPTE

11.1 AVANCE

Une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50.000 €.HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

11.2 ACOMPTE

Le montant des acomptes correspond à la valeur des prestations auxquelles ils se rapportent.

La périodicité du versement des acomptes est fixée suivant les conditions fixées à l'article 114 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif au code des marchés publics.

Article 12 MODALITES DE REGLEMENT / PAIEMENT

Les demandes de paiements ou factures n'interviennent qu'après l'admission des travaux par la personne responsable de la conduite du marché.

Les paiements seront effectués sur présentation d'une facture établie en un exemplaire, adressée à :

Commune de Bohars
Mairie
1 rue Prosper Salaun
29820 BOHARS

Les factures porteront obligatoirement, à peine de rejet, la référence : DOME-KREISKER2016

A l'appui de ses factures, le titulaire devra fournir toutes les justifications nécessaires, telles que les fiches d'intervention validées, PV d'admission des travaux ou toute autre pièce similaire.

La facturation ne pourra intervenir qu'après admission des travaux considérés comme complètes par l'entité adjudicatrice ou la personne physique habilitée.

Le délai global de paiement du marché est fixé à 30 jours à compter de la réception de la facture.

Le point de départ du délai global est la date de réception de la demande et de ses pièces justificatives par le service Comptabilité de la mairie de Bohars.

Si le paiement d'une somme due aux termes du marché n'intervenait pas dans les délais, des intérêts moratoires seront dus au taux de la BCE majoré de huit points.

Article 13 SOUS TRAITANTS

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché **à condition d'avoir obtenu de l'entité adjudicatrice l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.**

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, le titulaire remet contre récépissé à l'entité adjudicatrice ou lui adresse par lettre recommandée avec accusé de réception une déclaration mentionnant :

- a) la nature des travaux dont la sous-traitance est prévue,
- b) le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé,
- c) le montant prévisionnel des sommes à payer directement au sous-traitant,
- d) les modalités de règlement de ces sommes,
- e) les conditions de paiement prévues par le contrat de sous-traitance.

Le silence de l'entité adjudicatrice gardé pendant 21 jours à compter de la réception des documents susmentionnés, vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Lorsqu'un sous-traitant doit être payé directement, le titulaire est tenu, lors de la demande d'acceptation, d'établir que le nantissement dont le marché a pu faire l'objet ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Article 14 NANTISSEMENT / CESSIION DE CREANCE

Le marché peut faire l'objet d'un nantissement ou d'une cession de créance suivant les formalités prévues aux articles 127 à 131 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics. En outre, le titulaire s'engage à informer l'Agent Comptable de l'organisme contractant de l'existence de tout nantissement en précisant les noms et adresses de l'établissement financier cessionnaire.

Article 15 CONFIDENTIALITE

A l'occasion de l'exécution du marché, le titulaire a connaissance d'informations, ou reçoit communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel. Il est tenu de prendre toutes mesures pour préserver la confidentialité des informations. Il s'engage à ne pas divulguer les informations ou éléments identifiés comme tels à un tiers qui n'aurait pas en connaître à l'exception des besoins pour l'exécution du marché.

Le titulaire en informe ses préposés et ses éventuels sous-traitants et est responsable de l'application de la présente clause de confidentialité.

A l'expiration du marché, le titulaire s'engage à restituer à la commune de Bohars ou à détruire les informations, documents ou éléments confidentiels qu'il aura reçu.

Article 16 - RESILIATION

Dans l'hypothèse où le titulaire du marché ne donnerait pas satisfaction, la commune de Bohars se réserve le droit de mettre fin au marché de façon anticipée dans les conditions prévues aux dispositions du chapitre VI du CCAG-TVX.

Par dérogation à l'article 46.4 du CCAG-TVX, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire ne pourra pas prétendre à indemnisation. La commune de Bohars pourra faire exécuter la prestation aux frais et risques du titulaire dans les conditions des articles 48 et suivants du CCAG-TVX.

Article 17 DIFFERENDS ET LITIGES

Tout litige concernant l'interprétation et l'exécution des présentes clauses sera porté devant le Tribunal Administratif à RENNES.

Le présent marché est régi par le droit français.

A l'exception des différends relatifs à la sécurité et la sûreté, les parties feront application des dispositions de l'article 50 du CCAG-TVX.

Article 18 DEROGATIONS

Objet de la dérogation	CCAG	CCAP
Pénalités	20, 20.1.4	6
Résiliation	46.4	16

Fait à Bohars le 1^{er} juin 2016
Monsieur GOURVIL Armel
Maire de Bohars



Fait àle.....

MENTION MANUSCRITE "LU et APPROUVE"

SIGNATURE DU FOURNISSEUR

QUALITE DU SIGNATAIRE (joindre un pouvoir) CACHET DE LA SOCIETE